



ᑲᑎᑕᑲ ᐃᑦᑲᑦᑲᑲᑲᑲᑲᑲ
Kativik Ilisarniliriniq

Contrecoup de la pandémie de COVID-19 sur la prestation des services éducatifs au Nunavik

-

Contexte et recommandations

Mémoire présenté au Comité permanent des affaires autochtones et du Nord
Par Robert Watt, président de Kativik Ilisarniliriniq

9 juin 2020

Table des matières

Contexte	3
COVID-19 : défis à court et long terme dans le domaine de l'éducation	5
Taux de réussite des élèves de la maternelle à la 12 ^e année (5 ^e secondaire).5	
Enseignement postsecondaire	9
Apprentissage ancré dans le territoire.....	10
Recommandations	11
1. Infrastructures de télécommunications.....	11
2. Accès à la technologie	11
3. Apprentissage ancré dans le territoire et protection de la langue inuite...11	
4. Infrastructures scolaires et installations à des fins d'étude	12
5. Tests de dépistage	12
6. Services d'approvisionnement en eau potable et d'égouts.....	12

positive de la situation, nous ne devons pas sous-estimer la crainte et l'anxiété liées à une éventuelle infection au coronavirus dans la foulée du déconfinement progressif. Il est donc essentiel de pouvoir tester les voyageurs et les travailleurs migrants avant leur départ pour le Nunavik.

La peur et l'anxiété que vit la population du Nunavik doivent être appréhendées d'après le contexte suivant, qui a été décrit à ce comité par le président de l'organisme ITK, Nathan Obed, en mai dernier.

D'abord, la prévalence de la tuberculose est 300 fois plus élevée dans les communautés inuites du Canada que dans la population canadienne non autochtone. Les maladies respiratoires qui touchent les Inuits vivant dans l'Arctique peuvent augmenter considérablement les risques de complications pour les personnes touchées par la COVID-19. Les mesures d'éloignement physique recommandées sont également difficiles à respecter dans nos communautés. Comme en faisait état un [rapport publié par le Comité sénatorial permanent des peuples autochtones sur le logement dans l'Arctique canadien](#), 1 030 unités d'habitation sont nécessaires pour remédier à la pénurie de logements adéquats, et ce, au Nunavik seulement. D'autre part, l'accès des communautés inuites aux soins de santé n'est pas comparable à celui de la population canadienne. En effet, le personnel de nos cliniques et de nos centres de santé est principalement constitué d'infirmiers et d'infirmières qui ont pour responsabilité principale de diriger les patients atteints de maladies graves vers les établissements de santé du sud.

Aussi, les 14 communautés du Nunavik qui sont accessibles par avion sont petites et isolées. Elles sont actuellement fermées et il demeure interdit pour les gens de l'extérieur de s'y rendre et pour les résidents du Nunavik d'en sortir. Comme l'a fait remarquer monsieur Obed, bien qu'elles soient nécessaires pour freiner la propagation de la COVID-19, les restrictions de voyage actuellement en place ne sont pas viables du point de vue des circuits d'approvisionnement, de l'économie et de la prestation de services publics. Dans le domaine de l'éducation, la situation nuit considérablement à notre capacité à fournir des services, car une part importante de notre main-d'œuvre vient de l'extérieur du Nunavik.

COVID-19 : défis à court et long terme dans le domaine de l'éducation

La présente section traite de l'incidence qu'a eue la COVID-19 sur la prestation des services éducatifs. Elle porte plus précisément sur le taux de réussite des élèves de la maternelle à la 12^e année (5^e secondaire), l'enseignement postsecondaire et les modèles d'apprentissage ancrés dans le territoire.

Taux de réussite des élèves de la maternelle à la 12^e année (5^e secondaire)

Le 13 mars dernier, le gouvernement du Québec annonçait la fermeture des garderies, des écoles, des centres d'éducation aux adultes, des cégeps et des universités, pour la période allant du 16 au 27 mars. Après la première semaine de fermeture des écoles, le conseil des commissaires de Kativik Ilisarniliriniq a pris la décision de fixer au 23 mars la fin de l'année scolaire au Nunavik. À ce moment, le ministère de l'Éducation du Québec avait déjà émis des directives générales pour la fin de l'année scolaire dans l'éventualité où les écoles demeureraient fermées au-delà du 1^{er} mai. Nos écoles et nos centres d'éducation aux adultes resteront donc fermés jusqu'à la prochaine rentrée scolaire.

Lorsque les écoles ont fermé, la commission scolaire a rapidement mobilisé des ressources et des experts pour permettre aux parents d'accéder en ligne à du contenu éducatif en inuktitut, en anglais et en français. Deux initiatives ont notamment été lancées par nos services éducatifs : un [portail Web de ressources éducatives](#) et un programme de mentorat pour les élèves de cinquième secondaire.

Ces initiatives étaient essentielles, vu le caractère unique de la population que sert notre organisation. Le programme éducatif que propose la commission scolaire Kativik Ilisarniliriniq est différent de celui du Québec. Il offre en effet aux jeunes une éducation qui est adaptée à leur réalité quotidienne et à leur langue et qui est enracinée dans l'environnement du Nunavik, dans les valeurs et les communautés de la société inuite. Pendant que les écoles étaient fermées, les autres commissions scolaires du Québec ont pu compter sur diverses plateformes en ligne qui, d'une part, ne nous convenaient pas et, d'une part, n'offraient pas d'accès à des ressources éducatives en inuktitut.

Le portail Web de ressources éducatives mis en ligne par la commission scolaire ainsi que le programme de mentorat pour les élèves de cinquième

secondaire ont suscité des réactions très positives de la part des parents et des élèves. Cependant, ces initiatives ont également mis en évidence le besoin urgent au Nunavik d'**infrastructures de télécommunications à large bande** et d'**accès aux nouvelles technologies pour les ménages**.

Voici quelques exemples concrets qui illustrent l'incidence du manque d'infrastructures de télécommunications à large bande sur le travail quotidien de notre personnel et sur l'environnement d'apprentissage de nos élèves. Lorsque les élèves et leurs parents ont accès à des ordinateurs ou à des appareils électroniques, l'utilisation de ressources éducatives en ligne ou les échanges virtuels avec les enseignants demeurent difficile sans une connexion Internet à haut débit. Nos cadres et nos conseillers pédagogiques régionaux sont quant à eux régulièrement dans l'incapacité de participer à une vidéoconférence Zoom ou d'ouvrir des documents PDF dont la taille dépasse 700 kb. Ils ont du mal à accéder à nos formulaires en ligne, à nos plateformes de passation de marché, aux espaces de travail virtuels ou aux fichiers partagés, entre autres.

Depuis que le Québec a pris la décision de rouvrir les écoles en dehors de la région de Montréal en mai, la question de l'égalité d'accès à l'éducation a suscité une attention croissante au sein de la population, plus précisément l'accès des enfants à une connexion Internet, à un ordinateur ou à une tablette électronique. Certaines des solutions qui ont été proposées par le ministère de l'Éducation du Québec restent inapplicables pour nous. Par exemple, en l'absence d'un réseau cellulaire adéquat, la fourniture d'iPads dotés d'une connexion Internet LTE à des familles qui n'ont pas de tels appareils ou qui ne sont pas abonnées à Internet ne constitue pas une solution permettant d'assurer l'égalité d'accès à l'éducation au Nunavik.

Toute solution proposée pour assurer l'égalité d'accès à l'éducation pour les élèves du Québec doit inclure les élèves du Nunavik. La pandémie de COVID-19 pourrait être l'occasion de s'assurer que les élèves du Nunavik, le système éducatif du territoire et les infrastructures essentielles de télécommunications sont financés à un niveau qui permettra à la région d'être à égalité avec les autres administrations du Canada.

Nous préparons actuellement la réouverture des écoles et des centres d'éducation aux adultes du Nunavik pour l'année scolaire 2020-2021. Dans ce contexte, la commission scolaire explore activement des modèles

d'enseignement à distance. Nous sommes d'avis que l'enseignement à distance offre des options très intéressantes, même au-delà des circonstances actuelles qui sont liées à la pandémie. En fait, une telle façon de faire pourrait ouvrir de nouvelles avenues, notamment sur le plan des calendriers scolaires adaptés à la culture, des modèles d'apprentissage autochtones et de l'engagement des parents dans l'éducation des enfants. En termes plus clairs, les outils et les plateformes que nous sommes en train de créer pourraient constituer la base d'une nouvelle offre de services dans les secteurs de l'éducation des jeunes et des adultes. Toutefois, l'intégration de l'enseignement à distance à nos services viendrait modifier le rôle des éducateurs et entraînerait de nouveaux besoins en matière d'expertise technique au sein de la commission scolaire.

Lorsqu'on examine les modèles d'enseignement à distance, l'importance de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle au Nunavik ne peut être sous-estimée. Étant donné que 85% de nos élèves quittent l'école sans diplôme ni qualification ([ministère de l'Éducation du Québec, 2019](#)), la réussite scolaire d'un segment important de la population du Nunavik dépend de notre offre de services au secteur adulte. L'enseignement à distance pourrait nous permettre de répondre aux besoins de cette clientèle.

Pour être viables, les solutions d'enseignement à distance requièrent un engagement des gouvernements fédéral et provincial à investir, de toute urgence, dans les infrastructures de télécommunications à large bande, lesquelles doivent être nettement améliorées au Nunavik.

Des infrastructures de télécommunications à large bande adéquates constituent effectivement la pierre angulaire de l'accès à l'éducation pour les communautés inuites. C'est encore plus vrai dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Il s'agit également d'une première étape obligatoire de tout effort sérieux visant à donner suite aux [appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation en matière d'éducation \(2015\)](#) et aux recommandations sur l'éducation présentées par la [Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec \(2019\)](#).

Le besoin d'accès aux infrastructures de télécommunications à large bande pour les habitants de l'Arctique canadien est une question bien documentée au Canada (voir par exemple le rapport [Un nouveau modèle de leadership partagé dans l'Arctique \(2017\)](#) présenté par Mary Simon, représentante spéciale du ministre pour le Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord du Canada dans le cadre des Relations Couronne-Autochtones et Affaires du

Nord Canada; voir aussi les [recommandations pour un Arctique interconnecté du Conseil économique de l'Arctique](#) de 2017). C'est aussi une question que les organisations inuites soulèvent sans cesse depuis de nombreuses années. La pandémie de COVID-19 pourrait être l'occasion de faire les choses correctement.

En ce qui concerne la réussite des élèves du secteur jeunesse (soit de la maternelle à la 12^e année/5^e secondaire), la commission scolaire prévoit une augmentation du taux de décrochage au cours de l'année scolaire 2020-2021. Cette situation est préoccupante puisque 85 % de nos élèves quittent déjà l'école sans diplôme d'études secondaires ni qualification ([ministère de l'Éducation du Québec, 2019](#)). Soulignons également qu'avec la fermeture des écoles, de nombreux élèves à risque n'ont pu obtenir de services de la part des centres de services de soutien locaux. Depuis le 16 mars, il n'est plus tout à fait possible d'assurer une continuité en termes de soutien psychosocial et pédagogique ni d'offrir une sécurité alimentaire minimale, notamment grâce à des programmes de déjeuners et de dîners.

Alors que nous planifions la réouverture des écoles et la mise en œuvre des mesures recommandées en matière de santé et de sécurité, nous devons veiller à créer un environnement accueillant pour les élèves.

Ici, il est important d'aborder un défi permanent auquel les communautés du Nunavik sont confrontées : l'accès aux services d'approvisionnement en eau potable et d'égouts. Au Nunavik, les pénuries d'eau sont fréquentes, et l'évacuation des eaux usées connaît souvent des ratés. Cette situation a non seulement des conséquences négatives sur la qualité de vie des Nunavikois, mais elle perturbe la continuité des services éducatifs. Nous devons souvent fermer nos écoles à cause de problèmes d'eau et d'égouts. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, il nous faudra faire respecter les mesures sanitaires en place et imposer à chacun de se laver les mains fréquemment. Nous cherchons actuellement d'autres moyens pour désinfecter les mains. Néanmoins, les défis auxquels nos communautés sont encore confrontées en ce qui concerne l'accès aux services d'approvisionnement en eau potable et d'égouts sont inacceptables. Il faut y remédier par des investissements immédiats et à long terme dans les infrastructures.

Les mesures de santé et de sécurité que la commission scolaire doit mettre en place pour prévenir l'infection par la COVID-19 exigent également que les écoles et les salles de classe soient nettoyées et désinfectées de manière beaucoup plus soutenue. À ce chapitre, nous prévoyons des difficultés liées au recrutement de concierges sur place, d'autant plus que la charge de

travail est appelée à augmenter. Par ailleurs, le recrutement de gens de l'extérieur de la région pour pourvoir ces postes aurait d'importantes répercussions sur les infrastructures, notamment parce que nous exigeons que le personnel de l'extérieur soit logé dans les communautés où il travaille. Et actuellement, la commission scolaire manque déjà de logements pour ses employés. Cette année, dans certaines communautés du Nunavik, nous avons dû loger les enseignants dans des chambres d'hôtel.

Enfin, la population inuite croît rapidement, soit à un rythme de 29 %, contre 11 % pour le reste du Canada. Au Nunavik, 58 % de la population inuite a moins de 25 ans. Cette **population croissante exerce une pression énorme sur nos infrastructures**. Beaucoup de nos écoles ne peuvent accueillir la population étudiante actuelle dans l'espace dont elles disposent. Par exemple, dans la communauté d'Inukjuak, une école construite pour une capacité maximale de 350 élèves accueille actuellement 550 élèves (de la maternelle à la 5^e secondaire). Dans cette communauté, il nous a également été impossible de recruter 15 des 65 enseignants prévus dans notre enveloppe budgétaire, car l'école n'a pas suffisamment de salles de classe et nous n'avons nulle part où les loger.

Dans ce contexte, les mesures sanitaires de prévention de la COVID-19, dont l'éloignement physique, s'avéreront difficiles à mettre en œuvre. Les projets de réparation, d'agrandissement et de rénovation des écoles sont actuellement en suspens, car la région n'a pas encore rouvert ses portes aux gens de l'extérieur (l'interdiction de voyager mentionnée ci-dessus est actuellement en vigueur et, en date du 6 juin, elle s'applique toujours aux travailleurs de la construction provenant de l'extérieur du Nunavik).

Enseignement postsecondaire

La grande majorité des étudiants de niveau postsecondaire que parraine la commission scolaire ont choisi de terminer leur trimestre en cours au Nunavik, les cégeps et les universités proposant un enseignement en ligne. Là encore, le manque d'accès à un service Internet haute vitesse a entraîné des difficultés importantes pour les étudiants parrainés par la commission scolaire. Certes, pendant que les écoles étaient fermées, la commission scolaire a pu donner aux étudiants du postsecondaire l'accès aux laboratoires informatiques des écoles locales du secteur jeunesse. Cependant, cela n'aurait pas été possible pendant une année scolaire normale en raison du manque d'espace dans nos écoles mentionné ci-dessus.

Il serait souhaitable que nos étudiants du postsecondaire aient la possibilité de suivre leurs cours à distance, à partir du Nunavik. Toutefois, s'ils étaient

plus nombreux qu'en ce moment à le faire, la commission scolaire ferait face à de nouveaux besoins en infrastructures. En fait, l'idéal serait que ces étudiants puissent accéder à des installations, des lieux ou des salles de classe désignés dans leur communauté, d'autant plus que bon nombre de Nunavikois vivent dans des maisons surpeuplées.

Malgré ces défis, l'expérience des derniers mois a confirmé que les gens d'ici sont réellement désireux de s'engager dans l'enseignement à distance au niveau postsecondaire.

Dans ce contexte, nous nous réjouissons du récent accord conclu entre la Société Makivik et la commission scolaire Kativik Ilisarniliriniq, dont le financement est assuré par Services aux Autochtones Canada et distribué par ITK.

Apprentissage ancré dans le territoire

Comme c'est le cas dans tout l'Arctique canadien, la pandémie a créé de nouvelles occasions pour l'apprentissage des activités traditionnelles au Nunavik, où les familles et les jeunes sont engagés aux côtés des éducateurs. La culture et l'identité inuites ne peuvent être dissociées du territoire. Les activités traditionnelles offrent des possibilités éducatives uniques qui mettent les jeunes en contact avec leur langue, leur identité et leur communauté.

Pour que ces activités soient maintenues, le gouvernement fédéral doit offrir un financement. Cet enseignement peut changer la donne au moment où nous travaillons à l'autochtonisation de notre programme éducatif en établissant un pont entre les connaissances occidentales et le savoir inuit et entre les manières d'apprendre dans les salles de classe et à l'extérieur de celles-ci.

À la commission scolaire, l'enseignement des activités traditionnelles et les excursions éducatives ont bénéficié du soutien de Nouveaux sentiers pour l'éducation, un programme autrefois administré par le ministère des Affaires autochtones et du Nord canadien. Des discussions sur le transfert au Québec des fonds disponibles dans le cadre de ce programme ont lieu sur une base récurrente. Autrement dit, le financement fédéral sur lequel la commission scolaire compte actuellement pour l'enseignement des activités traditionnelles pourrait éventuellement être distribué par le ministère de l'Éducation du Québec. Dans cette perspective, nous tenons à souligner l'importance primordiale d'assurer une transition sans heurts, car tout retard

pourrait compromettre certaines des activités culturellement adaptées qui sont proposées par nos écoles.

Recommandations

À la lumière des éléments abordés dans la section précédente, voici les recommandations que Kativik Ilisarniliriniq soumet respectueusement au Comité permanent des affaires autochtones et du Nord.

1. Infrastructures de télécommunications

Sans accès à Internet haute vitesse, il est difficile d'envisager sérieusement un enseignement à distance, que ce soit dans le secteur jeunesse, le secteur des adultes ou celui de l'enseignement postsecondaire au Nunavik. Le gouvernement fédéral doit aider de toute urgence au développement et à l'entretien des infrastructures de télécommunications qui relieront l'Arctique canadien au monde entier, un projet auquel les Nunavikois souhaitent ardemment prendre part.

2. Accès à la technologie

La pauvreté est une situation à laquelle sont confrontés de trop nombreux ménages au Nunavik et dans l'Inuit Nunangat. Au Nunavik, où le coût de la vie est particulièrement élevé, le revenu médian des familles inuites en 2018 était de 25 627 \$, contre 61 400 \$ dans le reste du Canada (référence : [ITK Inuit Statistical Profile 2018](#) et [Enquête canadienne sur le revenu 2018 de Statistique Canada](#)). Les familles et les élèves doivent disposer des moyens financiers nécessaires pour acquérir les nouvelles technologies; il s'agit là voilà un élément essentiel pour assurer la réussite scolaire des étudiants inuits, car l'apprentissage se fera sans doute de plus en plus au moyen de plateformes et d'outils en ligne.

3. Apprentissage ancré dans le territoire et protection de la langue inuite

Les ressources pédagogiques, le contenu numérique, les plateformes en ligne et le programme éducatif mis en place par la commission scolaire sont offerts en inuktitut, en français et en anglais. Il faut reconnaître que, pour de garantir un accès constant à un contenu en inuktitut conçu dans une perspective inuite, il faut du temps supplémentaire et une expertise spécifique, et cela n'est possible qu'avec un financement adéquat. La culture et l'identité inuites ne peuvent être dissociées du territoire. Les programmes d'enseignement des activités traditionnelles offrent des possibilités éducatives uniques qui mettent les jeunes en contact avec leur langue, leur

identité et leurs communautés. Ils jouent un rôle crucial dans le renforcement de la langue inuktitute et nécessitent un financement adéquat.

4. Infrastructures scolaires et installations à des fins d'étude

Avec une population étudiante en croissance rapide et un intérêt renouvelé pour les études postsecondaires à distance, des investissements dans les infrastructures sont nécessaires afin de soutenir le système d'éducation du Nunavik au-delà des mesures immédiates annoncées dans le contexte de cette pandémie. Cela comprend la rénovation et l'agrandissement des écoles et des centres d'éducation des adultes, des logements pour les employés, des résidences pour étudiants dans le secteur des adultes et des espaces d'étude pour les étudiants de niveau postsecondaire.

5. Tests de dépistage

En procédant à la réouverture de nos écoles et de nos centres d'éducation aux adultes, nous contribuerons également au déplacement d'un nombre important de travailleurs migrants des régions du Canada où il y a encore des cas de COVID-19 actifs vers les communautés inuites, lesquelles sont isolées et vulnérables. Pour favoriser la confiance dans nos réseaux de transport et dans nos établissements scolaires, il sera important que les organisations du Nunavik et les transporteurs aériens qui servent nos communautés aient accès à des tests de dépistage de la COVID-19. Il sera également crucial que les résultats soient obtenus dans des délais réduits. Vu la prévalence élevée des cas de tuberculose et un passé récent d'épidémies dévastatrices, il s'agit là d'un élément clé pour calmer la peur et l'anxiété que ressentent de nombreux Nunavikois à l'idée de rouvrir nos communautés.

6. Services d'approvisionnement en eau potable et d'égouts

L'accès aux services d'approvisionnement en eau potable et d'égouts demeure un enjeu permanent au Nunavik. Dans la plupart de nos communautés, les pénuries d'eau ou les problèmes d'évacuation des eaux usées entraînent souvent la fermeture d'écoles. Dans le contexte de la COVID-19, où la principale mesure sanitaire consiste à se laver fréquemment les mains, des investissements dans les infrastructures sont nécessaires afin de garantir le maintien durable de nos services d'approvisionnement en eau potable et d'égouts, et ce, même après la pandémie.